

DÉPÊCHE DU 13/03/2019

## "Ma santé 2022": les ARS doivent être des partenaires facilitateurs en proximité (Jean-Jacques Coiplot)

**Mots-clés :** #établissements de santé #ARS #hôpital #coopérations #médecins #collectivités territoriales #Pays de la Loire

PARIS, 13 mars 2019 (APMnews) - Les agences régionales de santé (ARS) doivent se positionner en partenaires facilitateurs en proximité pour mettre en oeuvre la transformation du système de santé, a estimé mercredi le directeur général de l'ARS Pays de la Loire, Jean-Jacques Coiplot, invité d'un "Café Nile".

Interrogé sur le rôle de l'ARS dans la transformation du système de santé, Jean-Jacques Coiplot a souligné la "nécessité d'être en proximité" et "de se mettre en situation d'être un partenaire dans une organisation à l'écoute, en accompagnement, en facilitation", même si l'agence est aussi une "autorité sanitaire" avec un rôle de contrôle et qu'elle doit "arbitrer pour réaliser la mise en synergie des nombreux acteurs".

"En Pays de la Loire, on s'est organisé pour mettre l'animation territoriale au coeur de notre projet d'établissement", a-t-il expliqué, et ce, dans la continuité de l'action des précédentes directrices générales de l'ARS, Marie-Sophie Desaulle et Cécile Courrèges.

L'ARS a découpé les 5 départements de la région en 28 territoires (selon les établissements publics de coopération intercommunale -EPCI-, les communautés de commune, parfois les Maia ou les métropoles comme à Nantes) dans lesquels elle a placé un "animateur territorial généraliste" pour porter l'ensemble de ses missions (prévention, soins, accompagnement médico-social, veille et sécurité sanitaire, santé-environnement).

"C'est une petite révolution par rapport à nos organisations basées sur des spécialistes. Cet animateur portera tous les sujets. C'est celui qui est en première ligne, vers qui se tournent les acteurs porteurs de projets, et il devra voir ce que donne un projet dans la relation avec les médecins de ville, avec la prévention et plus largement sur le parcours de vie", a-t-il expliqué.

L'animateur territorial généraliste est un "métier" à part entière "en synergie" avec les expertises techniques que possède l'ARS à son siège. Cela demandera un peu de temps (2 ans) pour que chaque animateur intègre les compétences nécessaires, a-t-il noté. Cet animateur doit aussi accompagner la conduite de projets.

C'est pour lui "essentiel" pour la "présence sur le territoire". "Il faut penser global et agir local", a-t-il déclaré.

Pour la mise en oeuvre de la réforme "Ma santé 2022", l'ARS dispose d'autres outils dont le contrat "sous toutes ses formes", avec des objectifs et des résultats, de "vrais contrats".

Il a aussi souligné l'importance du "décloisonnement" sur les financements (évoquant la perspective éventuelle -à titre personnel- d'un Ordam, objectif régional des dépenses d'assurance maladie), les organisations, les métiers et les modes d'exercice.

En Pays de la Loire, sur 10,5 milliards d'euros de dépenses de santé, le fonds d'intervention régional (FIR) ne représente que 200 millions d'euros.

## Une réforme anticipée

Jouant son rôle de "facilitateur", son ARS a déjà anticipé la dynamique par des avances de crédits en attendant les résultats des discussions conventionnelles, de même pour les postes partagés hôpital-ville. "On commence aussi à travailler sur l'hôpital de proximité de demain", a-t-il cité.

"Une petite douzaine de CPTS [communautés professionnelles territoriales de santé] seront prêtes dans les semaines qui arrivent", a-t-il indiqué. Pour lui, il est important que le projet territorial de santé préparé par les professionnels libéraux soit cohérent avec le projet régional de santé (PRS) et les besoins, tout comme le projet médical partagé (PMP) des groupements hospitaliers de territoire (GHT).

Le directeur général d'ARS s'est aussi réjoui du rôle que les agences vont pouvoir jouer en tant que représentantes des territoires dans les commissions d'agrément et de répartition des internes en médecine, pour diversifier les terrains de stage "pour que le territoire parle un peu plus aux étudiants". Un travail a été engagé avec les deux universités de sa région, Nantes et Angers et les CHU.

Interpellé par un représentant des patients, il a reconnu qu'il faudra faire en sorte que chaque citoyen soit "acteur" et peut-être trouver des modes de représentation plus directs.

Pour montrer les changements induits par cette réforme aux citoyens, il "faudra partager l'information sur la transformation du système de santé" par des indicateurs pas seulement de moyens (comme le nombre de CPTS créées) mais aussi de résultats au quotidien comme l'impact sur l'accès aux urgences, la qualité des soins. Il a aussi cité les indices de satisfaction.

sl/eh/APMnews

[SL6POAVN8]

POLSAN - ETABLISSEMENTS

*Aucune des informations contenues sur ce site internet ne peut être reproduite ou rediffusée sans le consentement écrit et préalable d'APM International. Les informations et données APM sont la propriété d'APM International.*

©1989-2019 APM International -

<https://www.apmnews.com/depeche/112873/332999/ma-sante-2022-les-ars-doivent-etre-des-partenaires-facilitateur-s-en-proximite--jean-jacques-coiplet->